ANTILLES-GUYANE : LE RÉGALIEN À LA RAMASSE

L’UNSA EXIGE DES ACTES !

2 novembre 2026 · Diffusion immédiate

Ce week-end, des faits divers sanglants nous plongent encore dans une réalité d’une violence par arme à feu toujours plus présente.
En effet, la violence armée s’est encore exprimée sans complexe aussi bien en Martinique qu’en Guadeloupe.
Plusieurs homicides ont été commis par armes à feu mais le plus éloquent concerne un fait en Guadeloupe dont la victime était âgée d’à peine 15 ans. Pour mémoire, c’est un jeune de 17 ans qui trouvait la mort toujours par arme à feu plus tôt dans l’année.
La sécurité publique et la protection de notre territoire relèvent du pouvoir régalien. Mais les réactions des diverses administrations en charge de ces missions régaliennes tardent à venir. La population guadeloupéenne et plus largement ultramarine constate dans son quotidien l’effondrement de l’État (accès aux soins, sécurité publique, politique de la ville et à l’égard de la jeunesse). Dans ces secteurs, la qualité du service public ne fait que reculer depuis 30 ans.
Nos territoires sont déjà en souffrance du fait de leurs difficultés structurelles, mais ils doivent également supporter un silence et un éloignement de l’État toujours plus visibles.
Les plus pessimistes concluront à un abandon de l’État, puis de l’État de droit laissant la place à la loi des armes pour régler tout conflit.

Position de l’UNSA

Les trois départements de notre bassin antillo-guyanais sont touchés par des actes de violences très inquiétants, notamment au travers du recours aux armes à feu. **Les armes à feu interviennent dans la plupart des homicides ou tentatives de meurtre au sein de ces territoires.**
L’UNSA alerte depuis longtemps sur la tournure des évènements. Le pouvoir régalien ainsi que les réponses préventives auprès de notre jeunesse ne sont pas à la hauteur et manquent d’ambition par rapport aux difficultés réelles rencontrées par ces territoires d’outre-mer.
L’UNSA s’interroge tant sur la volonté réelle de l’État de soutenir ses services en Outre-mer que sur sa capacité à répondre à ces problématiques.
Plus singulièrement, la contraction de nos effectifs douaniers démontre encore plus clairement le désengagement de l’État.
Cette situation malmène les personnels exposés plus que jamais et dénote d’un vrai désengagement de l’État sur ses prérogatives régaliennes.
Tout citoyen français est en droit d’attendre que l’État garantisse la sécurité et la tranquillité publiques.
L’UNSA ne se satisfait pas de belles déclarations d’amour de nos dirigeants. L’UNSA attend qu’enfin, les paroles se traduisent en actes concrets pour contrer cet effritement flagrant des piliers de l’État au sein de nos territoires.

DES CÔTES NON MAÎTRISÉES… DES VANNES GRANDES OUVERTES

Des radars maritimes ont été déployés sur la Martinique, **mais qu'en est-il du canal de la Dominique ou encore de la façade maritime Nord de l'Archipel guadeloupéen ?**

Rien, absolument rien ! Aucun moyen de détection comme des radars et LAPI (lecture automatisée de plaque d'immatriculation) n'est déployé en Guadeloupe !

Et pourtant, l'archipel de la Guadeloupe compte plus de 600 km de côtes.

Mais la Guadeloupe n'est pas la seule délaissée, car nos camarades de Martinique et de Guyane ne sont pas mieux lotis.





DE LA COM… MAIS C'EST TOUT

Le 29/10/2026, Les côtes de Guadeloupe ont été le théâtre d'un déploiement de force lors d'une opération SGCD Antilles-Guyane / services SU de la DR de Guadeloupe.

L'UNSA accepte le fait qu'il faille faire de l'agitation pour montrer qu'on existe. **Mais une fois que l'on a fini de faire du sketch, que fait-on réellement pour répondre aux préoccupations des citoyens français de la Guadeloupe ?**

L'UNSA est lasse de voir nos dirigeants jouer à la guerre alors que les Guadeloupéens voient tomber leur jeunesse sous les balles.

Mesdames, Messieurs, représentants de l'État, les Guadeloupéens vous ont déjà interpellé à maintes reprises. **Monsieur le Directeur régional, l'UNSA vous a déjà interpellé sur la trajectoire inquiétante de nos effectifs et vous le répète à chaque instance de dialogue social.**

Vous demandez qu'on s'engage (services de nuit, contrôles côtiers), **mais notre Administration s'engage-t-elle ? Met-elle les moyens pour que les agents exécutent leurs missions dans les meilleures conditions de santé et de sécurité au travail ?**

Permettez-nous d'en douter au vu de la diminution de nos forces dans un climat qui exigerait un renforcement d'attitude.

Mais comme ceux qui décident ne sont que de passage…

LA TECHNOLOGIE NE REMPLACERA PAS L'HOMME

La surveillance et le renseignement technologiques ne suffisent pas.

Tous ces moyens technologiques, une fois déployés, nécessiteront du personnel en nombre et bien formé afin de garantir une continuité du service efficace et effective.

Mais force est de constater, que l'Administration préfère faire fi de la nécessité de femmes et d'hommes pour contrôler. **Exposant toujours plus le personnel existant, et mettant sous pression des effectifs déjà contraints.**

L'effectif de la DR 971 a diminué de près de 10 % en moins de 5 ans !

L'UNSA rappelle que le contrôle des marchandises et des moyens de transports demeure le cœur de métier de la douane. Pour peu que l'État et ses représentants lui en donnent les moyens (pas juste techniques ou théoriques) !

LE RENSEIGNEMENT, UN ENJEU ACTUEL ET STRATÉGIQUE

La détection et la captation de données numériques ou analogiques est un pan du travail de renseignement. En effet, tout ce renseignement ne permet pas à lui seul de réaliser des saisies ou alors de démanteler des réseaux criminels, le « haut du spectre » (mission de CrimOrg). **Il faut du personnel pour exploiter opérationnellement ce renseignement.** D'ailleurs, c'est bien le renseignement humain qui est déterminant au sein de notre territoire. Et ce travail relève de la DNRED en premier lieu. **Toutefois, force est de constater que les entités DNRED outre-mer implantées souffrent d'un mal chronique, celui du manque de moyens !**

L'antenne DNRED Guadeloupe ne compte que 5 éléments !

Dans les territoires antillo-guyanais constituant des portes d'entrée sur le territoire douanier de l'Union et des plaques tournantes du narcotrafic, **la Douane Française a fait le choix d'affaiblir ces structures ultramarines de la DNRED, un service de renseignement du 1er cercle.**

Exemple criant : un chef d'antenne nommé en Guadeloupe pour 9 mois avant d'être promu Inspecteur Principal. Encore un intérim sur ce poste ! Pas grave ce n'est plus une habitude, cela devient constant !

La Guadeloupe demeure un tremplin pour « certains ». Mais eux qu'ont-ils donné à ce territoire ?

Est-ce ainsi que notre Administration compte démontrer sa place légitimement prépondérante dans le paysage guadeloupéen auprès de nos partenaires tels que l'OFAST ou la Justice ?

L'UNSA Douanes Guadeloupe pose des questions ouvertement et dénonce au passage un manque de prise en compte des situations outre-mer.





L'UNSA DOUANES GUADELOUPE EXIGE

- **le déploiement des moyens radars et de détection (LAPI) nécessaires à la collecte du renseignement exploitable pour la lutte contre les grands trafics (armes, narcotrafic et contrebande)**
- **le renforcement de moyens humains et matériels pour tous les services douaniers (SU, CO et DNRED) en Antilles-Guyane**
- **la mise en œuvre d'une approche stratégique et tactique coordonnée entre tous les services douaniers de la zone**

UNSA Douanes Guadeloupe — La force utile